

Au 126^e régiment d'infanterie de Brive, l'ombre grandissante de la guerre en Ukraine

Par Elise Vincent

La guerre a comme l'odeur du neuf, au 126^e régiment d'infanterie (RI) de Brive-la-Gaillarde. Pas de mornes façades, pas de fenêtres aux vieux linteaux de brique autour de la place d'armes de la caserne Laporte, où trône un imposant bison blanc, l'emblème de l'unité. Les bâtiments de chambrées des compagnies ont des airs d'immeubles tout juste sortis de terre, les bureaux du chef de corps pourraient être ceux d'une cité administrative, même les hangars, où dorment une quarantaine de blindés flambant neufs, ressemblent à s'y méprendre à des entrepôts Amazon.

Dans cette caserne de Corrèze, les chamboulements du monde apparaissent presque silencieux. Ce qui vrombit, ce sont les moteurs des Griffon, nouveaux véhicules de transport de troupes dont le régiment a été un des premiers à être doté, à partir de 2021, pour remplacer son vieux parc de VAB (véhicules de l'avant blindés), bruyants et conçus dans les années 1970. Si les balles sifflent, c'est sous les casques antibruit. Le débat sur l'envoi de militaires en Ukraine affleure à peine, en cette mi-mars, à l'issue d'un entraînement musclé, lors d'une brève pause cigarette, sous un auvent bombardé par la grêle.

Personne ne souhaite se risquer, de prime abord, à commenter les propos du président de la République, alors que, le 26 février, Emmanuel Macron a provoqué le malaise chez nombre d'alliés en annonçant brutalement que l'envoi de « *troupes* » en Ukraine ne devait pas « *être exclu* ». Ici, au 126^e RI, le conflit ukrainien est au mieux « *un décor un peu lointain* », « *une toile de fond* », concèdent certains. « *Le militaire reste toujours pragmatique, il se projette seulement d'objectif en objectif* », tient à relativiser l'officier chargé de la communication, même si, comme un éléphant au milieu de la pièce, cette guerre est souvent là, dans les têtes et les discussions de chambrée.

Sur la carte des régiments de l'armée de terre, le 126^e RI (1 200 soldats et 200 réservistes) fait figure de rescapé. Menacé à deux reprises de fermeture lorsque l'on croyait encore à la fin de la guerre froide, aux « *dividendes de la paix* », il a été sauvé par la magie de son ancrage corrézien et les grâces du président Jacques Chirac (1995-2007). Alors que beaucoup de casernes souffrent aujourd'hui d'infrastructures décaties, les « *Bisons* » ont bénéficié d'investissements de rattrapage inespérés. Leur isolement géographique, en plein « *désert militaire* », les a paradoxalement aidés. Et maintenant que l'armée de terre cherche à remonter en puissance, c'est un des régiments les mieux lotis de France.

« *Un jour, on part, un jour, on ne part pas* »

A Brive-la-Gaillarde, on vit d'ailleurs avec la guerre presque sans s'en rendre compte. Dans cette ancienne cité médiévale, il n'est pas rare de croiser des blindés traverser la ville sur la route des champs de manœuvres. Le 126^e RI est le deuxième employeur du département, derrière l'hôpital, et les enfants des personnels occupent à eux seuls l'équivalent de

deux classes et demie de maternelle et trois classes d'école élémentaire, selon une étude de l'Insee parue en novembre 2023. Même le maire, Frédéric Soulier (Les Républicains), confesse qu'il lui « *a fallu la guerre* » en Ukraine, pour redécouvrir un vieux jumelage « *dormant* » que sa ville avait noué en 1967 dans l'indifférence générale, avec Melitopol, aujourd'hui en territoire conquis par les Russes.

Le retour de la guerre en Europe est ainsi une réalité proche et lointaine à la fois, à la caserne Laporte. Depuis de longs mois, le régiment se trouve être à quelques kilomètres seulement du principal camp d'entraînement des soldats ukrainiens sur le sol français. Un terrain que fréquentent régulièrement les militaires du 126e RI. Mais tout est très cloisonné entre Français et Ukrainiens. « *On s'aperçoit, on se croise, mais on n'est pas censé fraterniser* », explique un capitaine ; au point que le jour où un combattant ukrainien s'est présenté par mégarde à sa « *popote* », le coin repas de son groupe, l'officier s'est senti « *obligé de lui demander gentiment de partir* ».

Assis en treillis dans le salon de « *convivialité* » de la caserne, un petit espace cuisine avec une table basse au milieu ornée notamment d'un ballon de rugby dédié par des joueurs du Club athlétique Brive, le chef de corps, le colonel Paul Sadourny, 42 ans, tient lui aussi absolument à « *garder une certaine distance avec l'actualité* ». Le 126e RI étant un régiment polyvalent dont les effectifs – avec 90 % de militaires du rang – peuvent être projetés en urgence sur des théâtres très différents, il répète à l'envi : « *On n'est pas dans les soubresauts. Un jour, on part, un jour, on ne part pas, on est obligé de s'entraîner pour toutes sortes d'opérations* », reprend ce saint-cyrien passé par les cabinets des anciens ministres des armées Jean-Yves Le Drian et Florence Parly.

Les héros de la Bérézina

Au bout du couloir, dans la salle d'honneur, où, comme dans chaque régiment, on expose les faits de gloire des unités à travers des vitrines remplies d'étendards aux côtés de mannequins vêtus de vieux uniformes, une bataille a pourtant une place particulière : la Bérézina. Lors de cette retraite sanglante des troupes napoléoniennes, en 1812, face aux forces russes, les hommes du 126e RI se sont « *sacrifiés* » pour permettre à la Grande Armée de franchir le fleuve. Une maquette de petits soldats de plomb la met en scène, dans une neige artificielle, à côté de la porte d'entrée. Mais plutôt que d'y voir un parallèle avec les tensions actuelles sur le flanc est de l'Europe, on préfère insister sur « *l'héroïsme* » de ces combattants, dûment commémoré chaque année au mois de novembre.

Au 126e RI de Brive, on est d'abord fiers d'appartenir à un régiment d'infanterie de ligne. « *On nous le dit dès le centre de recrutement : l'infanterie, c'est l'arme des trois cents derniers mètres, de zéro à trois cents mètres* », répète le caporal-chef Paul, 26 ans, à la tête d'un groupe de combat, assis à une table d'une salle d'instruction. « *Si on a des doutes sur ce que l'on fait, ce n'est pas ce conflit-là [la guerre en Ukraine] qui doit nous mettre la puce à l'oreille. Lors des classes, il faut porter des sacs de 30 kilos, marcher, tenir, et normalement ça ouvre les yeux* », reprend le jeune homme, arrivé il y a trois ans à la caserne Laporte, à la suite d'un recrutement direct comme sous-officier. « *Donc, s'il faut aller en Ukraine ou ailleurs, on ira* », assène-t-il, déterminé.

Au club des lieutenants, cette salle de détente située sous les toits et réservée aux officiers subalternes, les insignes de chaque nouvelle promotion de Saint-Cyr joutent des photos jaunies de gala de Miss France et de défilés baïonnette au canon. La fougue des célibataires

tranche avec celle des jeunes pères. « *Quand on s'engage, ce n'est pas pour monter la garde !* », s'emporte Théophane, un Montpelliérain de 26 ans, diplômé en 2020 et désormais chargé d'une section de combat (trente hommes). Ce cinquième d'une fratrie de huit n'est pas issu d'une famille de militaires, son père était employé à La Grande Récré, la chaîne de magasins de jouets, et son engagement est un choix « *individuel* ». « *L'infanterie, c'est la reine des batailles* », s'enthousiasme-t-il.

Devant son plateau de cantine, Quentin (le prénom a été modifié), 33 ans, père de deux enfants en bas âge (1 an et 3 ans), est davantage sur la réserve. Cet officier au parcours atypique avait bien eu, avant de s'engager, il y a quatre ans, des discussions avec son épouse sur les risques du métier. Mais ce diplômé de Sciences Po et auteur d'une thèse sur les véhicules autonomes a fait partie des rares du régiment à être désigné, en 2023, pour aller former durant quatre mois des Ukrainiens en Pologne, dans le cadre de la mission « Gerfaut », conduite par la France sous la tutelle de l'Union européenne. C'était sa première mission à l'étranger. Et la confrontation directe avec des soldats revenant des tranchées ukrainiennes l'a durablement marqué. « *Vivre 14-18 en temps réel, ça fait forcément réfléchir* », lâche prudemment ce grand discret.

Un avant-goût des tranchées du Donbass

Depuis plusieurs mois déjà, l'entraînement a été durci, au 126e RI. Les efforts au combat demandés sont plus longs, les marches plus dures, les exercices de nuit plus nombreux. « *Il y a des savoir-faire à se réapproprier* », admet le colonel Marc Amarger, adjoint au chef de corps : « *Réapprendre à se camoufler, avoir le réflexe de se cacher sous une bâche lorsqu'on sort une lampe rouge pour regarder une carte, limiter le cliquetis des équipements* », énumère-t-il. La pelle Glock aussi, pliable, est désormais priée de rester bien à porter de main, au cas où improviser un trou de combat s'imposerait.

En janvier, le colonel Amarger a été jusqu'à considérer qu'il était temps de faire partir une demande de budget supplémentaire à l'état-major, pour aménager son propre réseau de tranchées dans l'un des champs de manœuvres du régiment. Pour roder ses troupes à un éventuel engagement en Ukraine, il réserve régulièrement des créneaux pour utiliser le terrain de tranchées construit à coups de pelleteuse dans le camp dévolu aux soldats ukrainiens. Mais ce dernier n'est pas toujours disponible. Or, pour l'heure, le 126e RI ne dispose que de quelques trous recouverts de lichens ou vaguement creusés à la main sur des terrains où passent régulièrement les promeneurs.

Une nouvelle section spécialisée dans le renseignement a aussi été créée, en 2023, au sein de la compagnie d'appui du régiment. Dite « section de robotique et de renseignement d'infanterie » (SRRI), son rôle est de s'approcher au plus près de l'ennemi pour fournir de l'information aux autres troupes, grâce à des moyens optiques et des drones. La SRRI a été confiée au lieutenant Damien, 33 ans, devenu officier il y a peu, après plus de dix ans d'une carrière exemplaire comme sous-officier.

Dans l'humidité d'un sous-bois, en cette matinée de mars, il encadre les gestes encore maladroits d'un de ses hommes qui n'a pas correctement allumé son drone avant de le faire voler. Comme la plupart des soldats du 126e RI, lui-même n'avait jamais creusé un trou jusque très récemment. « *Dans le désert, on ne creusait pas beaucoup* », justifie-t-il, en référence aux opérations « Serval » puis « Barkhane », au Sahel, axées sur la lutte contre le terrorisme, dans lesquelles il a été par deux fois déployé entre 2013 et 2021.

Des équipements limités

Comme beaucoup, le lieutenant Damien visionne les vidéos des conflits actuels qui circulent sur les réseaux sociaux et observe avec attention les évolutions technologiques de sa spécialité. Il a bien noté, en Ukraine ou ailleurs, l'explosion des drones kamikazes hypermaniables FPV – pour « *first person view* ». Mais les munitions téléopérées, comme on préfère les appeler au sein de l'armée française, n'arriveront pas dans les rangs avant 2026, selon les prévisions officielles de la direction générale de l'armement. Et la dotation du 126e RI se borne pour l'heure à une trentaine d'appareils.

Dans une autre partie du terrain d'entraînement, où s'entrelacent fougères, chênes et pins parasols, des officiers achèvent une courte nuit sous tente. Dans trois semaines, tout le régiment doit en effet être testé au Cenzub, un centre consacré au combat urbain situé à Sissonne, dans l'Aisne. C'est l'un des grands rendez-vous de l'année pour ces hommes, où ils seront évalués sur un scénario intégrant un « *ennemi à parité* ». Autrement dit, un adversaire possiblement équipé au même niveau que l'armée française.

Les traits tirés, le lieutenant-colonel Hugues, 41 ans, crâne dégarni, chef des opérations du 126e RI, ne cache pas une certaine anxiété vis-à-vis des équipements réellement disponibles pour maintenir à niveau l'ensemble de ses troupes. A son poste, il passe son temps à faire rentrer des carrés dans des ronds et il a bien compté. « *Aujourd'hui, par exemple, j'ai de quoi motoriser deux compagnies, mais il se trouve qu'on en a cinq...* », résume-t-il.

Côté munitions, la donne n'est guère plus reluisante. Si le 126e RI est doté de systèmes antichars de dernière génération – des systèmes de missiles de moyenne portée capables de détecter une cible à près de dix kilomètres et de tirer avec précision à quatre kilomètres –, il ne dispose que de trois missiles tous les deux ans pour entraîner vingt-quatre tireurs spécialisés. « *Concrètement, il y a donc 90 % de chance pour que leur premier tir en conditions réelles se fasse en opération* », souffle le lieutenant-colonel Hugues.

Il existe bien d'autres entraînements possibles sur simulateurs. Mais, dans le cas des fantassins, par exemple, le logiciel date des années 1990 et ne permet de s'exercer qu'avec le Famas, et non le HK416, le nouveau fusil d'assaut des armées... « *Un sérieux problème* », euphémise un formateur qui fait de son mieux pour organiser de vraies campagnes de tirs plusieurs fois par mois.

Régiment cherche recrues désespérément

Le défi est d'autant plus grand que le turnover des effectifs au 126e RI – comme dans l'ensemble de l'armée de terre – est harassant. Dans son petit bureau situé à l'étage de la caserne, la capitaine Karina, 52 ans, chargée des ressources humaines, ne cherche pas à édulcorer la réalité. Sur un régiment qui compte mille cent soixante-dix personnels, à l'issue de chacune des cinq sessions annuelles de recrutement – les classes –, elle enregistre systématiquement autour de 35 % de défection des candidats, dont 10 % pour raisons médicales. Après cinq ans de service, depuis 2018, près de 70 % des recrues ne renouvellent pas non plus leur contrat. « *On a un défi de conquête des effectifs, il y a souvent un choc de la militarité* », résume-t-elle pudiquement.

En septembre 2023, deux jeunes qui souhaitaient quitter l'institution sont allés jusqu'à saisir une avocate pour contester le délai de sept jours imposé avant de rompre leur engagement.

« Certains voudraient pouvoir partir en deux heures, se désole la capitaine Karina. Mais, comme dans le monde de l'entreprise, il y a un préavis à respecter. »

Pour pallier ces difficultés, l'armée de terre a décidé, cet été, de lâcher la bride à tous ses régiments, en les autorisant à recruter localement sans plus attendre qu'on leur envoie des candidats venus de toute la France. Depuis trois ans, une prime de « lien au service » a même été créée pour encourager les vocations au-delà de cinq ans de contrat. Mais le travail de Sisyphe demeure : chaque année, à la caserne de Brive, il faut recruter entre deux cents et deux cent vingt-cinq personnes pour pourvoir tous les postes.

La hausse du niveau de conflictualité dans le monde aurait la vertu, aux yeux du colonel Sadourny, le chef de corps, de rendre plus « facile d'expliquer aux soldats le sens de ce qu'on leur fait faire ». Depuis la fin de l'opération « Barkhane », en 2022, l'armée de terre est en effet confrontée à l'épineuse question de l'occupation de ses soldats. Avec ses quelque cinq mille militaires répartis pendant près de dix ans entre le Mali, le Niger et le Tchad, « Barkhane » permettait de confronter à tour de rôle les unités à la guerre asymétrique, tout en coupant court à l'ennui qui peut guetter le quotidien régimentaire. Or, depuis la fin de la mobilisation au Sahel, au 126e RI comme ailleurs, on jongle surtout entre l'opération de surveillance du territoire national « Sentinelle », les exercices interalliés et les partenariats militaires opérationnels, c'est-à-dire la formation d'unités de pays tiers.

Digérer la fin des grandes opérations extérieures

En 2023, quelque trois cents soldats du 126e sont ainsi partis, pendant près de quatre mois, entre mai et septembre, en Côte d'Ivoire. Mais beaucoup ont rongé leur frein en suivant à distance l'éviction de leurs camarades déployés au Niger. Le reste de l'année a été consacré à des exercices au Portugal, aux Pays-Bas et en Allemagne, et seuls six soldats ont été sélectionnés pour assurer la sécurité de la formation d'unités mozambicaines sous l'égide de l'Union européenne, ainsi qu'un petit groupe pour former les Ukrainiens en Pologne.

La fin des grandes « opérations extérieures » françaises, « c'est quelque chose qu'il faut aussi expliquer », admet sans s'étendre le capitaine Geoffroy, face au grand tableau qui lui permet de visualiser l'emploi du temps de toutes les sections de sa compagnie (150 hommes). Sur les murs des couloirs menant aux chambrées, honneur est fait aux souvenirs d'Afghanistan, d'Irak ou du Mali, pas encore à la Roumanie ou à l'Estonie, où la France a développé depuis deux ans une présence militaire permanente sous l'égide de l'OTAN avec des effectifs limités – quelques centaines de soldats.

Si le 126e RI n'a connu que trois décès en opération depuis 1957 – un en Côte d'Ivoire en 2005, un en Afghanistan en 2010 et un en 2014 pour cause de maladie attrapée après un passage en Centrafrique –, le monument aux morts de la place d'armes de la caserne est là pour rappeler la létalité d'une guerre de position. L'essentiel des patronymes gravés sur les stèles d'ardoise demeure ceux de soldats tués durant la première guerre mondiale (2 843 sur 3 249).

Il y a peu, un historien est aussi venu expliquer à certains cadres du 126e RI, lors d'un colloque aux Invalides, à Paris, que le drapeau du régiment pris par les Russes lors de la bataille de la Bérézina était toujours à Saint-Pétersbourg. Et d'aucuns y ont vu un signal des temps qui courent.

